

A satellite-style world map serves as the background for the central text. The map shows the continents in green and brown, with the oceans in a deep blue. The map is centered on the Atlantic Ocean, with North and South America on the left and Europe, Africa, and Asia on the right. The map is partially obscured by the text.

RAPPORT DE LA PREMIERE CONFERENCE
DIPLOMATIQUE PREPARATOIRE EN VUE
DU CHANGEMENT DU STATUT DE L'AISM
POUR CELUI D'OIG

18 - 19 avril 2017

Rapport de la première Conférence diplomatique préparatoire en vue du changement du statut de l'AIMS pour celui d'OIG

18 - 19 avril 2017

RESUME

A l'initiative du Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International de la France, pays hôte de l'AIMS, une conférence diplomatique préparatoire s'est tenue à Paris les 18 et 19 avril 2017 pour étudier les étapes concrètes nécessaires à la réalisation du projet de l'AIMS de changer son statut pour celui d'une Organisation Inter-gouvernementale (OIG).

Sous la présidence de Son Excellence Serge Ségura, ambassadeur français pour les océans, la conférence a approuvé une feuille de route vers une Conférence diplomatique pour l'adoption d'un nouvel instrument de traité. Tel que décidé par l'Assemblée générale dans sa Résolution du 27 mai 2014, la « Convention AISM » envisagée sera ouverte pour signature à tous les Etats Membres des Nations Unies.

L'affluence à la conférence de Paris a réuni les conditions nécessaires à deux jours de participation active de 172 délégués représentant 56 pays de toutes les régions du monde où l'AIMS compte des membres nationaux (l'AIMS a actuellement 84 membres nationaux). Le programme avait été élaboré pour accroître la compréhension et permettre un libre échange de vues et de commentaires sur les divers aspects de la transition de l'AIMS, d'une association de loi française vers un statut effectif d'OIG.

Après avoir été informés des activités de l'AIMS et de l'Académie Mondiale (WWA) par le Secrétaire général Francis Zachariae et le doyen de l'Académie Omar Frits Eriksson, les délégués ont pris connaissance du travail considérable déjà accompli par le Conseil et ses organes subsidiaires sur le cadre juridique et financier de la future OIG. Cette information a aussi concerné le contexte et la structure des projets de Convention AISM et de Règlement général, deux documents clés qui gouverneront l'AIMS en tant qu'OIG.

En outre, des experts juridiques internationaux avaient abordé les processus nécessaires à la préparation et à la tenue d'une Conférence diplomatique.

Parlant au nom des membres industriels, qui représentent presque la moitié (48%) des membres de l'AIMS, Lars Mansner, Président Directeur Général de Sabik Oy (Finlande) a réaffirmé le soutien des membres industriels pour la transition vers une OIG qui préserverait leur statut et leur rôle au sein de la communauté des aides à la navigation.

Une session dédiée à la coopération avec les autres organisations internationales a bénéficié de présentations faites par le Secrétaire général de l'Organisation Maritime Internationale (OMI), M. Kitack Lim, et par le Secrétaire général de l'Organisation Hydrographique Internationale (OHI), M. Robert Ward. Tous deux ont souligné l'importance de la coopération depuis longtemps établie entre l'OMI, l'OHI et l'AIMS en tant qu'organisations internationales partenaires, et ont exprimé le souhait que le « trio d'excellence » AISM-OHI-IMO perdure dans l'avenir.

Le principal résultat de cette conférence a consisté en une indication claire qu'il existe une réelle volonté d'aller vers des négociations plurilatérales lors d'une conférence de suivi réunissant la plus large participation possible. Une deuxième conférence diplomatique préparatoire est donc prévue pour le début de 2018, où commencera l'examen des dispositions du projet de Convention AISM, article par article, et du projet de Règlement général.

La conférence a ensuite décidé d'inviter les membres nationaux à soumettre par écrit toutes les remarques qu'ils pourraient avoir sur ces deux documents-clés, dès que possible et **au plus tard le 30 septembre 2017**, par e-mail à secgen@iala-aism.org. A des fins de référence, tous les documents d'information, rapports et documents soumis sont disponibles sur le site dédié <http://www.iala-aism.org/meetings/1-7/>.

Sommaire

Résumé	3
Sommaire	4
Introduction.....	5
1er jour – 18 avril 2017	5
Ouverture et allocutions de bienvenue.....	5
Par Son Excellence l’ambassadeur Serge Ségura	5
Par le Président de l’AISM Juan Francisco Rebollo	5
1. Session 1 – Contexte de la Conférence Diplomatique Préparatoire et présentations sur l’AISM et l’Académie Mondiale (WWA).....	6
1.1 Contexte de la Conférence Diplomatique Préparatoire, ordre du jour et processus	6
1.2 Présentations sur l’AISM et l’Académie mondiale de l’AISM (WWA)	6
Présentation par le Secrétaire général Francis Zachariae	6
Présentation par le Doyen de l’Académie Omar Frits Eriksson	7
2. Session 2 – Coopération avec d’autres organisations Internationales	7
2.1 Coopération avec l’Organisation Maritime Internationale (OMI)	7
2.2 Coopération avec l’Organisation Hydrographique Internationale (OHI)	8
2.3 Coopération avec d’autres organisations internationales	9
2.4 Le point de vue du Comité des membres industriels de l’AISM (IMC)	9
2ème jour – 19 avril 2017.....	9
3. Session 3 – Cadre juridique, projet de texte de la Convention, feuille de route vers une Conférence Diplomatique.....	9
3.1 Etat d’avancement du projet OIG	9
3.2 Contexte et structure du projet de Convention AISM et du projet de Règlement général	10
3.3 Explications juridiques et feuille de route vers une Conférence Diplomatique	10
3.3.1 Explications juridiques	10
3.3.2 Questions and commentaires sur le futur statut d’OIG de l’AISM et son processus d’obtention	11
3.3.3 Feuille de route vers la Conférence diplomatique	14
3.4 Invitation à la 19ème Conférence de l’AISM à Incheon, République de Corée, mai-juin 2018	14
4. Clôture de la Conférence	14
ANNEX A Feuille de route vers une Conférence diplomatique	15
ANNEX B Abbreviated list of participants	16

Rapport de la première Conférence diplomatique préparatoire en vue du changement du statut de l'AIMS pour celui d'OIG

INTRODUCTION

La première Conférence diplomatique préparatoire en vue du changement du statut de l'AIMS pour celui d'Organisation Inter-gouvernementale (OIG) s'est tenue à Paris les 18 et 19 avril 2017. La Conférence était présidée par Son Excellence Serge Ségura, Ambassadeur pour les Océans auprès du Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International de la République Française. Une liste abrégée des participants est jointe en Annexe B.

1ER JOUR – 18 AVRIL 2017

OUVERTURE ET ALLOCUTIONS DE BIENVENUE

Par Son Excellence l'ambassadeur Serge Ségura

En ouverture de la Conférence l'ambassadeur Serge Ségura déclare que l'AIMS a été amenée à jouer un rôle de premier plan dans la fourniture d'aides à la navigation maritime, en travaillant en étroite collaboration avec l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et l'Organisation Hydrographique Internationale (OHI) pour l'amélioration de la sécurité de la navigation et une meilleure protection de l'environnement.

Selon lui, il est assez inhabituel pour une organisation d'une telle envergure, qui comprend des membres dans de nombreux pays du monde, de n'avoir pour statut que celui d'une association. L'objet de la conférence est donc de s'appuyer sur la résolution adoptée par l'Assemblée générale de l'AIMS de mai 2014 pour modifier son statut pour celui d'une Organisation Inter-gouvernementale (OIG), afin de consolider le travail de l'AIMS, le renforcer et le développer.

Le gouvernement de la France, nation maritime, souhaite apporter son plein appui à ce processus. La conférence a donc été organisée avec, et par l'AIMS pour mener une consultation ouverte avec ses membres. La présence de tant de pays montre à la fois l'intérêt manifesté et le soutien apporté à l'AIMS.

M. Ségura conclut en exprimant l'espoir que ces deux jours de discussion améliorent les connaissances sur l'AIMS, stimulent un échange de vues fructueux et fournissent des réponses profitables quant aux questions restant en suspens.

Par le Président de l'AIMS Juan Francisco Rebollo

Le Président de l'AIMS Juan Francisco Rebollo prend ensuite la parole, souhaitant la bienvenue à tous et remerciant le Ministre français des Affaires Etrangères et du Développement International, Monsieur Jean-Marc Ayrault, pour son appui. Il remercie également les sociétés Mobilis et Sabik, sponsors de la conférence.

Il rappelle aux délégués que cette conférence est l'apogée de nombreuses années de travail intensif sur le changement de statut, menée par le Conseil et ses organes subsidiaires. Il attend avec intérêt un échange de vues approfondi pour améliorer la compréhension commune de ce que le statut d'OIG envisagé vise à atteindre. Il s'agit de soutenir et de renforcer l'AIMS dans un monde toujours plus complexe afin qu'elle puisse continuer à remplir son rôle d'organisation technique de pointe pour améliorer la fourniture harmonisée d'aides à la navigation maritime et de services connexes, par le biais de la coopération internationale. En outre, il attire l'attention sur l'augmentation des manifestations d'intérêt pour l'AIMS de la part des pays non membres qui, selon lui, sont liées aux activités croissantes de son Académie mondiale.

1. SESSION 1 – CONTEXTE DE LA CONFERENCE DIPLOMATIQUE PREPARATOIRE ET PRESENTATIONS SUR L’AISM ET L’ACADEMIE MONDIALE (WWA)

1.1 Contexte de la Conférence Diplomatique Préparatoire, ordre du jour et processus

En introduction à la première session de la conférence le Président encourage tous les participants à prendre part à un réel échange de vues et à poser toutes les questions qu’ils peuvent avoir sur le changement de statut. Cette approche aidera à préparer le terrain pour des négociations détaillées sur les projets des textes de la Convention AISM et du Règlement général. Commencer une lecture détaillée de ces deux projets de documents n’est toutefois pas à l’ordre du jour de la conférence, cette lecture devant faire l’objet d’une deuxième conférence diplomatique préparatoire, à organiser ultérieurement.

Il encourage aussi tous les participants à garder à l’esprit, lors de leurs délibérations sur l’efficacité future de l’AISM, que ses travaux pour améliorer la sécurité de la navigation et la protection de l’environnement sont en parfaite harmonie avec les efforts internationaux actuels pour assurer une meilleure protection aux océans et à leurs ressources. Dans ce contexte, deux initiatives majeures de l’Assemblée générale des Nations Unies sont très pertinentes. Tout d’abord, sa stratégie post 2015 d’Objectifs de développement durable (ODD) inclut un appel « à la conservation et à l’utilisation durable des océans, des mers et des ressources marines » (ODD 14).

Ensuite, par sa Résolution 69/292 du 19 juin 2015, l’Assemblée générale a décidé d’élaborer, dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, un instrument international juridiquement contraignant sur la conservation et l’exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale. M. Ségura explique que de nombreux pays impliqués dans les discussions préparatoires souhaitent une nouvelle convention internationale incluant des dispositions sur le renforcement des capacités, qui est aussi un domaine important de l’Académie mondiale de l’AISM.

M. Ségura invite ensuite les participants à formuler leurs commentaires. Un total de 24 délégations prend la parole et les points de vue et commentaires exprimés sont résumés dans la section 3.3.2 du présent rapport.

1.2 Présentations sur l’AISM et l’Académie mondiale de l’AISM (WWA)

Présentation par le Secrétaire général Francis Zachariae

Le Secrétaire général de l’AISM Francis Zachariae commence en remarquant que les travaux de l’AISM concernent les aides à la navigation maritime qui sont extérieures au navire, alors que l’OMI se préoccupe de la sécurité des navires en mer, et de celle des biens et des personnes se trouvant à bord.

Les principaux défis auxquels l’AISM doit faire face au 21^{ème} siècle comprennent la prise en compte des avancées de la technologie numérique parallèlement au maintien des aides visuelles traditionnelles, la prévention des accidents maritimes, et le PNT résilient.

Monsieur Zachariae donne ensuite un aperçu des buts principaux de l’AISM, de ses membres, de sa structure et du travail technique de ses quatre Commissions (la « salle des machines » de l’AISM) – aidées des ateliers et des séminaires (la « boîte à outils » de l’AISM), de ses publications, et des récents travaux sur l’élaboration de normes AISM.

Il décrit aussi brièvement sa structure de gouvernance et la vision stratégique et les objectifs pour 2026. Ceux-ci se concentrent sur l’harmonisation des systèmes d’aides à la navigation maritime et des services connexes par le biais de la coopération internationale et la mise à disposition de normes (objectif n° 1), et sur le renforcement des capacités dans les états côtiers et le partage des connaissances, pour permettre aux états côtiers de contribuer à un réseau efficace d’aides à la navigation et de services (objectif n° 2).

A ce moment, le Doyen de l’Académie Omar Frits Eriksson prend la suite de Monsieur Zachariae pour présenter les principaux buts et activités de l’Académie (voir ci-dessous un bref résumé de sa présentation).

Monsieur Zachariae reprend ensuite la parole pour souligner brièvement les aspects principaux et les avantages liés au statut d’OIG:

- La participation directe des gouvernements améliorera la mise en œuvre, au niveau mondial, des Recommandations et Guides de l'AIMS existants, et facilitera l'acceptation des normes mises au point par l'AIMS. Avec pour résultat une meilleure harmonisation.
- La coopération internationale entre l'AIMS et les organisations inter-gouvernementales en tant que partenaires égaux améliorera les relations qui existent déjà avec l'OMI, l'OHI, l'UIT et l'OMM. La synergie ainsi réalisée permettra une utilisation plus efficace des ressources disponibles.
- Un accord de siège avec le pays hôte – la France – augmentera les capacités financières, opérationnelles et humaines. Une plus grande souplesse et les économies à prévoir permettront de réduire la bureaucratie et d'augmenter le service aux membres.

Il affirme aussi que le cœur de métier de l'AIMS restera le même et continuera de se focaliser sur une harmonisation mondiale et des normes communes. Les nouvelles fonctions de l'Organisation, telles que définies dans le projet de Convention AISM (projet d'article 3), donnent clairement l'assurance que l'AIMS devenue OIG restera une organisation technique de nature consultative et de recommandation. Les membres industriels, dont la contribution est vitale pour la haute qualité et l'intégrité des travaux de l'AIMS, pourront continuer à adhérer lorsque l'AIMS sera devenue une OIG.

Présentation par le Doyen de l'Académie Omar Frits Eriksson

Le Doyen de l'Académie Omar Frits Eriksson identifie les cinq objectifs principaux de l'Académie comme étant les suivants :

- Conduire des missions d'évaluation des besoins pour les états côtiers le plus en demande de formation et de renforcement des capacités pour la fourniture d'aides à la navigation, au vu de leurs obligations au titre de la Convention pour la sauvegarde la vie humaine en mer (Convention SOLAS) ;
- Entreprendre des évaluations de progrès dans les pays cibles ;
- Synchroniser les actions de renforcement des capacités avec celles de l'OMI et de l'OHI ;
- Encourager la formation permanente par le maintien de contacts réguliers avec les anciens stagiaires ; et
- Contribuer aux travaux de recherche et développement des Commissions de l'AIMS.

En outre, il est important de travailler à la mise en place d'au moins un centre de formation dans chacune des régions cibles du monde. Les progrès réalisés en ce sens incluent le nouveau plan d'accréditation pour les organisations de formation désirant utiliser les modèles de cours de l'AIMS.

Monsieur Eriksson ajoute qu'il y a un potentiel d'expansion pour les cours de formation à distance, initialement donnés par e-mail mais qui pourront à terme être en ligne, par le biais d'une plate-forme d'e-learning.

Il conclut en se réjouissant de ce que les travaux de l'Académie attirent de nouveaux membres à l'AIMS, venant de pays désireux de construire leur économie maritime et qui donc ont besoin d'un cadre de personnes compétentes.

2. SESSION 2 – COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

2.1 Coopération avec l'Organisation Maritime Internationale (OMI)

Le Secrétaire général de l'OMI Kitack Lim insiste sur la coopération qui existe de longue date entre l'OMI et l'AIMS pour améliorer la prévention des accidents et la protection de l'environnement. La contribution de l'AIMS à la sécurité maritime est bien comprise et clairement reconnue par l'OMI, où l'AIMS bénéficie du statut consultatif depuis 1961. En outre, tous les pays dans lesquels l'AIMS a des membres nationaux sont également des Etats Membres de l'OMI.

Utiliser au mieux les techniques modernes de communication pour donner aux marins des informations vitales de sécurité est devenu une priorité importante à l'âge du numérique. Monsieur Lim se réjouit de ce que l'OMI, l'AIMS et d'autres partenaires travaillent ensemble à l'amélioration de la sécurité de la navigation

au travers d'un programme s'appuyant sur le plan stratégique de mise en œuvre de la e-navigation de l'OMI, et coordonné par l'OMI.

Monsieur Lim commente aussi les activités de l'Académie mondiale et du Programme intégré de coopération technique pour aider les pays côtiers dans le renforcement des capacités.

Se référant au thème de la Journée mondiale de la mer de l'OMI de cette année « Connecter navires, ports et personnes », Monsieur Lim explique que ce thème a été choisi pour mettre en lumière l'importance de l'intégration dans les secteurs de la navigation et de la logistique du transport – d'un point de vue à la fois politique et pratique. Les aides à la navigation de toutes sortes sont un élément essentiel de l'interface entre navires et ports et les travaux de l'AISM ont donc une valeur réelle pour la chaîne logistique.

En conclusion, il souhaite à l'AISM de prendre la meilleure décision pour son futur statut. Quelque que soit le résultat de cette décision, il se réjouit de continuer et renforcer la collaboration entre l'OMI et l'AISM pour les nombreuses années à venir.

Répondant à une question de l'assistance sur les conséquences possibles de la transformation de l'AISM en OIG sur la nature de la collaboration avec l'OMI, Monsieur Lim a réaffirmé qu'il n'y aurait « aucun changement » car il existe déjà une collaboration « très productive » qui s'est montrée « très bénéfique » aux deux organisations.

Répondant à une autre question de l'assistance sur une possible redondance entre l'AISM en tant qu'OIG et l'OMI, Monsieur Lim a répondu qu'il appartient aux gouvernements de décider et que tout problème juridique qui pourrait se faire jour devrait être traité par des experts juridiques. Comme l'OMI et l'AISM partagent l'objectif commun de travailler à la sécurité de l'industrie maritime, il s'attend à ce que cette industrie souhaite continuer à coopérer avec les deux organisations.

2.2 Coopération avec l'Organisation Hydrographique Internationale (OHI)

Le Secrétaire général de l'OHI Robert Ward détaille les réalisations de l'Organisation Hydrographique Internationale en tant qu'organisation inter-gouvernementale dédiée aux levés hydrographiques et à la cartographie marine des mers et océans du globe, grâce à une collaboration avec les gouvernements. Il présente ensuite les quatre principaux domaines d'activité de l'OHI :

- Le développement de normes et de guides, laissant la responsabilité de leur mise en œuvre aux divers gouvernements ;
- La sensibilisation;
- La coordination régionale et mondiale des services de cartographie marine; et
- Le renforcement des capacités en hydrographie, en fonction des obligations des états côtiers selon la Convention SOLAS.

De même que l'AISM, l'OHI, créée en 1921 en tant que Bureau Hydrographique International, a évolué vers le statut d'OIG. La convention internationale sur l'OHI a été adoptée en 1970, après une période de préparation de quelques cinq années, consacrée à l'élaboration des documents nécessaires. Satisfaire aux exigences de ratification a pris onze ans, ce qu'il attribue au fait que les gouvernements ont toujours une multitude d'autres priorités à traiter, et aussi au fait que dans de nombreux cas il fallait aussi s'assurer l'accord du parlement.

Monsieur Ward donne un aperçu intéressant de l'OHI, petite OIG efficace, qui compte maintenant 87 Etats Membres. Il affirme que l'engagement auprès des membres, la collaboration avec les gouvernements et l'accès aux organisations partenaires et autres parties prenantes possédant l'expertise appropriée, sont des éléments essentiels.

Pour lui, la situation justifie que l'AISM change de statut, compte-tenu de l'engagement des Etats membres des Nations Unies vis à vis de l'Objectif 14 de Développement Durable concernant la conservation et l'utilisation durable des océans, des mers et des ressources marines. L'OHI et l'AISM soutiennent toutes les deux une bonne gouvernance des mers et des océans et leur étroite collaboration se poursuivra donc dans le futur, sur la base de leurs buts communs et des excellentes relations qui existent entre leurs secrétariats respectifs.

2.3 Coopération avec d'autres organisations internationales

Le Secrétaire général adjoint Michael Card présente brièvement la coopération de l'AISM avec trois organes des Nations Unies (l'OMI, l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) et l'Organisation Météorologique Internationale (OMM)), six organisations inter-gouvernementales et d'autres organisations internationales, dans le cadre de l'élaboration de normes harmonisées.

Il détaille ensuite quelques aspects techniques et opérationnels de cette large coopération maritime. Un aspect important est la prise en compte des besoins du marin.

Puis il illustre les avantages de la coopération internationale de l'AISM par trois projets actuellement en cours. Ceux-ci concernent un système universel et harmonisé de modélisation de données pour les services maritimes à base terrestre, un nouveau canal de communications numériques pour le transfert d'informations terre-navire par liaisons terrestres et satellites, et une procédure harmonisée de communication verbale pour les services de trafic maritime mondiaux.

2.4 Le point de vue du Comité des membres industriels de l'AISM (IMC)

Parlant au nom du Comité des membres industriels de l'AISM (IMC) M. Lars Mansner, Président Directeur Général de Sabik Oy (Finlande) explique comment l'industrie, grâce à sa capacité à définir et fournir des solutions techniques répondant aux exigences des utilisateurs d'aides à la navigation, fait partie intégrante des travaux de l'AISM – et aussi de son succès mondial – depuis le milieu des années 1960. Aujourd'hui, l'industrie représente presque la moitié (48%) du nombre total des membres de l'AISM, avec 132 membres industriels.

Il explique aussi pourquoi les membres industriels attachent une valeur particulière à leur participation conjointe avec les autorités d'aides à la navigation aux Commissions de l'AISM, ces autorités étant celles qui normalement identifient les nouveaux besoins des utilisateurs et fournissent les spécifications. Cette étroite collaboration entre partenaires égaux est une formule gagnante menant à des résultats efficaces et à une utilisation optimale des ressources pour la recherche et le développement dans un secteur d'industrie très spécialisé et relativement confiné.

Pour conclure, Monsieur Mansner réaffirme le soutien des membres industriels dans la transition vers une OIG qui préserverait leur statut et leur rôle au sein de la communauté des aides à la navigation maritime. L'IMC accueille aussi favorablement les avantages que le processus de transformation en OIG pourrait apporter à l'AISM en termes de renforcement de l'organisation, d'amélioration de l'environnement international, et d'affermissement de l'appui de tous les partenaires de la communauté maritime.

2EME JOUR – 19 AVRIL 2017

Le Président de la conférence l'ambassadeur Serge Ségura rappelle aux participants que tous les membres ont eu l'occasion de participer à l'élaboration des projets de textes de la Convention et du Règlement général. Il ajoute que l'objectif de la conférence est de poursuivre et amplifier les échanges entre membres, et entre membres et le Secrétariat, avec des commentaires et des propositions qui permettront de proposer un nouveau texte. Des sessions de questions-réponses auront lieu après chaque présentation.

Il donne ensuite la parole au Secrétaire général de l'AISM Francis Zachariae pour présenter l'état d'avancement du projet.

3. SESSION 3 – CADRE JURIDIQUE, PROJET DE TEXTE DE LA CONVENTION, FEUILLE DE ROUTE VERS UNE CONFERENCE DIPLOMATIQUE

3.1 Etat d'avancement du projet OIG

Le Secrétaire général de l'AISM retrace les principaux succès de l'AISM depuis sa création en 1957, lorsqu'elle a été fondée avec un objectif qui reste pertinent aujourd'hui – veiller, par l'harmonisation des aides à la navigation mondiales, à ce que les mouvements des navires soient sûrs économiques et efficaces. La preuve de son succès est dans le nombre de ses membres, qui a atteint 276 au moment de la conférence, 84 d'entre

eux étant des membres nationaux, c'est-à-dire des autorités nationales juridiquement responsables des aides à la navigation.

Il décrit ensuite brièvement les progrès réalisés jusque-là sur le projet d'OIG, commencé en 2010 en collaboration avec le Ministère français des Affaires Etrangères, mentionnant l'étape importante franchie en mai 2014 avec l'adoption d'une résolution d'Assemblée générale affirmant sa conviction que le statut d'OIG servirait au mieux les objectifs de l'AIMS au 21^{ème} siècle et déterminant que ce statut devait être obtenu le plus tôt possible par le biais de l'élaboration d'une convention internationale (Résolution AG A.01 du 27 mai 2014).

Il donne ensuite la liste des avantages identifiés pour la communauté maritime, pour les membres de l'AIMS et pour l'AIMS en tant qu'organisation. Il mentionne également les avantages administratifs et économiques découlant de l'Accord de siège qui serait signé avec le pays hôte, la République Française.

Puis il explique qu'il existe aussi un certain nombre de sujets d'inquiétude pour ses membres, qui ont été portés à l'attention du Conseil de l'AIMS et du Secrétariat et que les participants seront invités à commenter pendant la conférence.

Ces sujets d'inquiétude ont jusque-là été identifiés comme – parmi d'autres et sans ordre particulier – une possible chute du nombre de membres, les relations avec l'Union européenne, le calcul des contributions annuelles, le nombre de Parties contractantes nécessaire à l'entrée en vigueur de la Convention, une redondance potentielle avec l'OMI, et les dispositions et la période de transition.

3.2 Contexte et structure du projet de Convention AISM et du projet de Règlement général

Le Président du Comité juridique de l'AIMS, Jon Price, prend la parole après le Secrétaire général pour présenter la mécanique utilisée pour élaborer les projets de Convention AISM et de Règlement général.

Après s'être présenté et avoir présenté le rôle du Comité juridique, qui formule des avis au Conseil sur des questions juridiques, il explique que le Comité a commencé ses travaux en s'inspirant des Statuts actuels de l'AIMS – qui assurent à l'AIMS sa souplesse et sa rapidité de réaction – et aussi en s'appuyant sur la Convention de Vienne sur les Traités Internationaux et sur les textes des conventions d'autres OIG, notamment l'Organisation Hydrographique Internationale (OHI), l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), et quelques autres. Le projet de texte de Convention a été diffusé à tous les membres nationaux, qui ont été invités à participer à deux réunions dédiées, en octobre 2013 et mars 2014.

Monsieur Price passe alors en revue chaque article du projet de Convention, expliquant le but de chacun d'eux.

Il conclut en donnant une brève explication de l'objet et du contenu du projet de Règlement général, insistant sur le fait que ce document ne fait pas partie de la Convention mais a été élaboré en tant que document séparé pour offrir à l'Organisation un processus d'amendement plus souple que si la Convention elle-même devait être amendée pour modifier le Règlement général.

3.3 Explications juridiques et feuille de route vers une Conférence Diplomatique

3.3.1 Explications juridiques

Des explications sur ce qu'implique la convocation d'une conférence diplomatique sont fournies par M. Pierre Boussaroque, Directeur adjoint en charge du droit international au Ministère français des Affaires Etrangères.

Il commence par expliquer qu'une OIG est une association entre Etats par le moyen d'une convention, dotée d'un but commun et d'organes permanents. Il existe une grande liberté dans les négociations visant à obtenir ce statut, sous réserve que les Etats soient d'accord, ce qui signifie que l'AIMS en tant qu'OIG peut conserver autant qu'il est souhaitable et acceptable de ses Statuts actuels. Le processus de négociation résulte dans la création d'une entité soumise au droit international, capable de signer des accords avec d'autres OIG et des Etats, par exemple l'Accord de siège avec le gouvernement français. Il ajoute que le fonctionnement d'une OIG n'est pas très différent de celui d'une Organisation Non-Gouvernementale (ONG).

Traitant de la Conférence Diplomatique Monsieur Boussaroque décrit les diverses mesures à étudier comme étant les suivantes :

- Trouver un pays qui sera l'hôte de la Conférence Diplomatique, en étant conscients que le processus de négociations qui s'achèvera avec la convocation de la Conférence peut prendre plusieurs années.
- Décider qui doit être invité. Toutes les catégories de membres devront être invitées mais quelques entités extérieures peuvent aussi souhaiter être présentes. Une décision en amont sur qui doit être autorisé à participer est nécessaire.
- Décider du processus de fonctionnement, notamment des règles de scrutin: le vote peut être par consensus, à la majorité simple ou à la majorité qualifiée.
- Voir s'il y a besoin d'alterner des sessions plénières et des groupes de travail. Dans le cas d'une Conférence avec groupes de travail les questions suivantes sont à étudier :
 - Combien de groupes de travail?
 - Doivent-ils voter par consensus?
 - Comment va se faire l'agrégation du travail?

La Conférence doit avoir des organes internes, temporaires. A la clôture de la Conférence un acte final est signé, qui n'est pas la Convention. La Convention entrera en vigueur après que le nombre requis d'Etats aura déposé ses instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Ce sont normalement les règles nationales qui gouvernent le processus à suivre par chaque Etat. Certains Etats peuvent être engagés par la simple signature de la Convention, alors que d'autres ont des règles plus complexes pour l'approbation ou la ratification, qui peuvent exiger une décision du parlement.

Monsieur Boussaroque conclut en attirant l'attention sur le besoin d'étudier avec soin le cas des Etats qui ne seront pas Parties à la Convention lorsqu'elle entrera en vigueur.

3.3.2 Questions and commentaires sur le futur statut d'OIG de l'AIMS et son processus d'obtention

Cette section traite des questions posées pendant toutes les sessions de la Conférence. Pour faciliter la lecture celles-ci ont été rassemblées et résumées dans le tableau ci-dessous, avec des commentaires, si besoin.

Plus de trente pays ont pris la parole.

Sujet	Problématique	Commentaire (si besoin)
Besoin de changement	<p>Les risques liés au changement de statut doivent être évalués par rapport aux avantages. Un risque identifié est que les discussions deviennent plus politiques, résultant en une érosion de la nature technique de l'AIMS.</p> <p>Un autre risque concerne la redondance avec les travaux de l'OMI.</p>	<p>Une grande majorité de participants soutient le projet d'OIG et a assuré l'AIMS de sa collaboration active à l'élaboration d'une convention satisfaisante pour toutes les parties. Tous les participants qui ont pris la parole ont exprimé le souhait de préserver l'AIMS en tant qu'organisation leader dans son domaine d'expertise, fournissant un travail technique vital pour la sécurité maritime mondiale, la réduction des accidents maritimes, l'amélioration de l'efficacité et une meilleure protection de l'environnement.</p> <p>Les travaux respectifs des deux organisations sont déjà – et continueront d'être – complémentaires et de même niveau. Il est important de garder à l'esprit que la nature essentielle de l'AIMS est technique, consultative et à caractère de recommandation, et que ses publications ne sont pas juridiquement contraignantes ; et ce sera toujours le cas quand l'AIMS sera devenue une OIG.</p>
Catégories de membres	<p>Le projet actuel de texte de Convention mentionne des "Parties contractantes". Il pourrait être préférable d'utiliser le terme "Etats Membres".</p> <p>Les catégories de membres associé et affilié ont soulevé des questions: on a suggéré d'avoir, outre les Etats Membres, une seule autre catégorie qui pourrait être celle d' « Observateur ».</p> <p>Une autre suggestion consiste à limiter la catégorie de membre associé aux membres nationaux actuels et aux autres OIG, et de nommer les membres affiliés "partenaires".</p> <p>Globalement, les termes membre associé et membre affilié devraient mieux définis.</p>	<p>Ce premier commentaire a reçu le soutien d'un bon nombre de participants.</p>
Langues	<p>Plus l'Organisation aura de langues, plus son fonctionnement sera coûteux.</p> <p>L'anglais a été proposé comme unique langue officielle et de travail. Cela faciliterait le travail tout en réduisant considérablement les coûts.</p> <p>Quelques participants ont suggéré que l'espagnol pourrait être une langue de travail supplémentaire.</p>	<p>Pour ce qui concerne l'anglais en tant que langue unique il a été remarqué qu'il était couramment accepté que la langue du pays hôte figure au nombre des langues officielles et de travail (le français, dans le cas de l'AIMS).</p>

Sujet	Problématique	Commentaire (si besoin)
	L'arabe pourrait être ajouté plus tard, par décision d'Assemblée, si besoin et au moment opportun.	
Finances	<p>Contributions</p> <p>Le montant des contributions annuelles à verser par les Etats ne devrait pas dépendre du nombre d'Etats Parties à la Convention AISM.</p> <p>Il faut plus de clarté dans le calcul des contributions annuelles.</p> <p>Demander le même montant à tous les Etats n'est peut-être pas la meilleure solution : ce montant peut être significatif pour un Etat et négligeable pour un autre.</p> <p>Les contributions et les cotisations pourraient augmenter pour faire face à des obligations financières accrues.</p> <p>Budget</p> <p>Le budget annuel devrait être approuvé par l'Assemblée générale, ou au moins des limites devraient être fixées aux variations budgétaires annuelles.</p> <p>Arriérés</p> <p>Un non-paiement de contribution peut être le fait de problèmes techniques échappant au contrôle de l'Etat concerné, et d'autres OIG ne font pas supporter d'intérêts aux Etats en situation d'arriérés. Il conviendrait d'examiner la suppression des intérêts.</p>	<p>Une étude détaillée a été menée par le Conseil, dont la conclusion est que le risque d'une augmentation significative est limité.</p> <p>Actuellement, c'est le Conseil qui décide du budget annuel.</p>
Projet de Convention AISM	<p>Il faut prévoir les réserves.</p> <p>La clause sur les litiges devrait être révisée pour laisser les Parties contractantes concernées décider de la meilleure façon de régler tout litige entre elles.</p> <p>Les définitions de tous les termes utilisés dans la Convention et le Règlement général devraient apparaître dans la Convention ou dans le Règlement général si besoin, dans chaque cas sous un article spécifique.</p>	Le projet de Convention prévoit actuellement que les parties en litige s'accordent sur un mode de résolution alternatif au cas où elles ne souhaitent pas l'intervention d'arbitres désignés par la Cour permanente d'arbitrage.
Projet de Règlement général (incluant un projet de Règlement financier)	<p>Il faut clarifier le statut du Règlement général, c'est-à-dire son positionnement par rapport à la Convention.</p> <p>Règlement financier</p> <p>Il faut clarifier la façon dont les organes (Assemblée générale, Conseil, Secrétariat et Comité financier et d'audit)</p>	

Sujet	Problématique	Commentaire (si besoin)
	fonctionnent les uns avec les autres pour le calcul du budget annuel.	
Période de transition	Il pourrait y avoir quelques perturbations jusqu'à ce que tous les pays signataires aient ratifié la Convention AISM et effectivement rejoint la nouvelle OIG. Les dispositions transitionnelles pourraient nécessiter une clarification.	Le projet de Convention prévoit des dispositions transitionnelles pour assurer une transition douce, permettant aux activités des organes de l'AISM et à ses travaux techniques de se poursuivre sans interruption, et à l'Association de maintenir au haut niveau qui lui est coutumier ses responsabilités vis à vis de la communauté maritime.
Feuille de route	Il faut plus de temps pour un examen attentif des projets de textes de la Convention et du Règlement général.	La feuille de route proposée a été révisée avec l'accord des participants et sera de nouveau discutée à la deuxième conférence diplomatique préparatoire au début de 2018.

3.3.3 Feuille de route vers la Conférence Diplomatique

Une proposition de Feuille de route vers la Conférence Diplomatique est présentée par M. Charles Tellier, de la Direction des Relations avec les Nations Unies et les Organisations Internationales au Ministère français des Affaires Etrangères.

Il insiste sur le fait que cette feuille de route est indicative et ne considère pas 2018 comme une date butoir pour la Conférence Diplomatique, qui se tiendra seulement lorsque tous les Etats auront abouti à un accord satisfaisant pour tous.

A la lumière des commentaires et des inquiétudes exprimées, la conférence convient de réviser la proposition de feuille de route pour accorder plus de temps à la soumission de commentaires écrits, soit jusqu'à la fin de septembre 2017. La réunion avec tous les membres, provisoirement prévue pour le début d'octobre 2017 est repoussée à la fin du mois d'octobre (29 et 30 octobre). Il est aussi convenu de tenir une deuxième Conférence diplomatique préparatoire au début de 2018. La feuille de route révisée est jointe en annexe A.

3.4 Invitation à la 19^{ème} Conférence de l'AISM à Incheon, République de Corée, mai-juin 2018

Mme KIM Youngshin, Directrice des Aides à la Navigation, Ministère des Océans et des Pêches de la République de Corée, prend la parole pour transmettre à tous les membres de l'AISM l'invitation de son gouvernement à la 19^{ème} Conférence de l'AISM, prévue du 27 mai au 2 juin 2018.

Elle présente la ville sélectionnée – Incheon – et décrit brièvement les équipements et les dispositions prises pour la Conférence.

Le Secrétaire général exprime ses sincères remerciements pour le soutien continuellement apporté à l'AISM par la République de Corée.

4. CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE

En clôture de la Conférence le Président résume brièvement les discussions et déclare que les questions devant être examinées plus avant sont apparues plus clairement à l'issue de ces deux jours riches de discussions. Seuls deux pays ont exprimé des réserves sur le projet d'OIG, mais tous souhaitent participer à son succès.

Il encourage tous les pays en présence à contribuer activement au travail qui reste à effectuer sur les projets de textes de la Convention et du Règlement général et à envoyer leurs commentaires, par écrit, au Secréariat¹. Il clôture ensuite la Conférence en remerciant tous les participants et les organisateurs.

¹ Les commentaires peuvent être adressés à secgen@iala-aism.org et doivent être reçus **au plus tard le 30 septembre 2017**.

Telle qu'approuvée par la première Conférence diplomatique préparatoire le 19 avril 2017

1. Généralités

La conférence a étudié les étapes nécessaires à la réalisation du changement de statut de l'AIMS pour celui d'Organisation Inter-gouvernementale et a élaboré une feuille de route vers une Conférence diplomatique pour l'adoption de la Convention AISM.

2. Feuille de route

18-19 avril 2017:	Première Conférence diplomatique préparatoire, Paris.
Mai - septembre 2017:	Le Secrétariat reçoit les commentaires écrits sur les projets de Convention et de Règlement général jusqu'à la fin septembre 2017.
Octobre 2017:	Le Secrétariat rassemble tous les commentaires reçus par écrit et les mets à disposition sur la page dédiée de son site internet.
30-31 octobre 2017:	Le Comité juridique de l'AIMS, ouvert à tous les membres nationaux, élabore des projets de textes amendés pour la Convention AISM et le Règlement général, si besoin.
Février 2018:	Deuxième Conférence diplomatique préparatoire, à l'invitation d'un membre national. Réunion de deux jours, les dates restent à décider.

Conférences de l'AIMS (Assemblée générale) et Symposiums :

Mai - juin 2018:	19 ^{ème} Conférence de l'AIMS, prévue du 27 mai au 2 juin à Incheon, République de Corée.
Mai 2020:	14 ^{ème} Symposium VTS/ENAV, prévu du 25 au 29 mai à Rotterdam, Pays-Bas.
2022:	20 ^{ème} Conférence de l'AIMS, Brésil.

3. Documents de référence et contributions demandées

Les projets de textes de la Convention et du Règlement général (qui inclut le règlement financier), de même que les autres documents soumis à la première Conférence diplomatique préparatoire et les présentations des orateurs sont disponibles sur le site internet de l'AIMS <http://www.iala-aism.org/meetings-events/diplomatic-conference/meetings/>

Veuillez soumettre vos commentaires sur les projets de Convention AISM et de Règlement général en écrivant à secgen@iala-aism.org le plus tôt possible et **au plus tard le 30 septembre 2017**.

ANNEXE B. LISTE ABREGEE DES PARTICIPANTS

ALLEMAGNE

Agence fédérale allemande des voies navigables et de la navigation

Mr Christian FORST
Membre du Conseil de l'AIMS

Ms Christina SCHNEIDER
Conseillère juridique

AIMS-IALA

Mr Francis ZACHARIAE
Secrétaire général

Mr Jacques MANCHARD
Conseiller

Mr Mahdi AL MOSAWI
Conseiller technique/Employé détaché

Mr Michael CARD
Secrétaire général adjoint

Mr Omar Frits ERIKSSON
Doyen, Académie mondiale de l'AIMS

Mrs Aline DE BIEVRE
Consultante auprès de l'AIMS/Rédactrice technique

Mrs Audrey GUINAULT
Assistante administrative

Mrs Christine PHILIP
Directrice administrative et financière

Mrs Lorraine MBONG
Chargée d'adhésion et des finances

Mrs Marie-Hélène GRILLET
Directrice des opérations techniques

Ms Virginia BUTLER
Assistante de direction

Trinity House

Mr Jon PRICE
Legal and Risk Manager, Président du Comité juridique de l'AIMS

ARGENTINE

Service hydrographique de la Marine argentine

Commander Alejandro Lucio Jose LOPEZ

Ministère des Relations Extérieures

Mrs Lucia RAFFIN
Rédactrice à la direction juridique du Ministère des Relations Extérieures

AUSTRALIE

Australian Maritime Safety Authority

Mr Matthew McGREGOR
Alternate Permanent Representative of Australia to the IMO

Mrs Mary DEAN
Office of Legal Counsel

BELGIQUE

Ambassade de Belgique

Mr Filip D'HAVE
Délégué général du Gouvernement de la Flandre en France

BRESIL

Ambassade du Brésil à Paris

Mrs Maria Luiza SOUZA
Deuxième Secrétaire

Marine brésilienne - Centro de Sinalização Náutica - "ALMIRANTE MORAES REGO"

Mr Alberto PIOVESANA Jr
Commandant en retraite de la Marine brésilienne - Conseiller

BULGARIE

Société d'infrastructure portuaire bulgare

Mrs Stela ATANASOVA
Conseillère juridique principale

CAMEROUN

Ambassade du Cameroun en France

M Samuel MVONDO AYOLO
Ambassadeur du Cameroun en France

M Sylvestre ONANA
Attaché de Communication auprès de l'ambassade du Cameroun en France

CANADA

Garde côtière canadienne

Mr Neil O'ROURKE
Directeur général intérimaire, Stratégies nationales

Ms Lisa VANDEHEI
Directrice, Sécurité de la navigation

CHILI

Ambassade du Chili

Mrs Camila MARQUEZ
Première Secrétaire

Armada de Chile

Captain Arturo OXLEY
Capitan de Navio - Attaché naval du Chili en France

COMITE DES MEMBRES INDUSTRIELS DE L'AIMS (IMC)

Sabik Oy

Mr Lars MANSNER
Représentant de l'IMC

COMORES

Agence Nationale des Affaires Maritimes

Mr Oumouri BAKRI
Responsable du Département maritime

Autorité Portuaire des Comores

Mrs Toilabia SOILIH
PDG

COTE D'IVOIRE

Port Autonome d'Abidjan

Mr Paterne Eric KAHOU

CROATIE

Ministère des Affaires étrangères et européennes
Affaires européennes

Ms Jasmina KOVAČEVIĆ ČAVLOVIĆ
Ministre plénipotentiaire

Ministère de la mer, du transport et de l'infrastructure

Mr Seidel ZDRAVKO
Directeur

Mr Siniša ORLIĆ
Ministre adjoint

CUBA

Ambassade de Cuba en France

Mme Yeny REYES GARCIA
Attachée commerciale

DANEMARK

Autorité maritime danoise

Mr Jan THORN
Directeur, Sécurité de la navigation, Eaux territoriales

EGYPTE

Autorité égyptienne pour la sécurité maritime (EAFMS)

Eng Hussein Mohammed BAKER
Directeur général du département Communication

R Admiral Khaled Saied ZAHRAN
Président

Ambassade d’Egypte à Paris

Mr Karim AWAD
Conseiller

EMIRATS ARABES UNIS

Abu Dhabi Ports

Capt Abdulaziz AL-HAMMADI
Sr. Navigation Services

Capt Sahar RASTI
Navigation Services

ESPAGNE

Ministère des affaires étrangères

Mr Francisco AGUILERA
Sous-directeur général adjoint, Relations économiques multilatérales air, mer et terre

Puertos del Estado

Mr Alvaro RODRIGUEZ
Directeur technique

Mr Juan Francisco REBOLLO
Chef du Service espagnol des aides à la navigation maritime – Président de l’AISM

ETATS-UNIS D’AMERIQUE

US Coast Guard

Mr Timothy PAVILONIS
Legal Advisor

Mrs Amy STERN
Attorney-Advisor

FEDERATION DE RUSSIE

FYI Hidrograficheskoe Predpriyatie

Mr V.V. SHADURSKY
Directeur général adjoint

Ministère de la défense de la Fédération de Russie (DNO)

Mr O.D. OSIPOV
Directeur adjoint

Mr O.V. GAIDAI
Officier supérieur

Ministère des affaires étrangères

Mr Konstantin TIMOKHIN
Premier Secrétaire

Ministère des transports / Rosmorport

Mr V.Yu VANYUKOV
Directeur général adjoint

FINLANDE

Agence finlandaise des transports

Mr. Matti ERONEN
Conseiller juridique

Mrs. Kaisu HEIKONEN
Conseillère technique

Ms. Virpi ANTTILA
Directrice générale, Navigation et services

Ministère des affaires étrangères de Finlande

Ms. Johanna LAHTI
Juriste

Ministère des transports et des communications

Mr Ari-Pekka MANNINEN
Directeur de service, Services fiabilité

FRANCE

Direction des Affaires Maritimes

Mr Didier REZZI
Directeur adjoint du Bureau des Phares et Balises

Mr Jean-Luc FONTAN
Responsable de la politique des aides à la navigation

Mr Vincent DENAMUR
Sous-directeur de la sécurité maritime

Mrs Caroline PISARZ-VAN DEN HEUVEL
Directrice du Bureau des Phares et Balises

Ms Claire ADAM
Conseillère juridique

Direction Générale des Infrastructures de la Nouvelle Calédonie

Mr Jean LAURENT
Directeur de la Direction des Infrastructures, de la Topographie et des Transports Terrestres

Mairie de Saint Germain en Laye

Mr Gilbert AUDURIER
Adjoint au Maire

Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International

Mr Charles TELLIER
Direction des Nations Unies et des Organisations Internationales

Mr Maël GRIFFON
Rédacteur Organisations internationales de Transport

Mr Pierre BOUSSAROQUE
Directeur adjoint à la Direction des Affaires juridiques

Mr Serge SEGURA
Ambassadeur chargé des océans

Mobilis

Mr François JUNIET
Président

Mr Julien DUMOULIN
Directeur général

Représentation Permanente de la France auprès de l'Organisation Maritime Internationale

Capt François-Xavier RUBIN DE CERVENS
Représentation Permanente de la France auprès de l'OMI

GABON

Ambassade Haute Représentation du Gabon en France

Mr Albert GOBY-KAKO
Conseiller culturel

Ministère des Affaires Etrangères

Mr Calixte Isidore NSIE EDANG
Ministre Délégué auprès du Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères

Mr Tops MBIGUINAULT
Aide de Camp du Ministre Délégué

GEORGIE

Service hydrographique d'Etat de Géorgie

Mr Revaz BABILUA
Directeur du Service hydrographique d'Etat de Géorgie

Ms Miranda SHONIA
Spécialiste des relations internationales du Service hydrographique d'Etat de Géorgie

GRECE

Commandement des phares grecs

Mr Theodoros MARAGKOS
XO

Ministère grec des affaires étrangères

Mr Dimitrios PSIACHAS
Secrétaire de l'Ambassade de Grèce en France

INDONESIE

Embassy of the Republic of Indonesia in London

Mr Simson SINAGA
Attaché of Transportation

Ambassade d'Indonésie à Paris

Mr Fajar WIRAWAN HARIJO
Ministre conseiller

Mrs Karina RATNAMURTI
Troisième Secrétaire

IRAK

Ambassade d'Irak

Dr Ismieal SHAFIQ MUHSIN
Ambassadeur d'Irak

Mr Ammar AL KARKHI
Premier Secrétaire

Ministère des Affaires Etrangères

Dr Hamed ALJOUBRY
Directeur du Département juridique

Mr Wisma ZIDAN

IRAN

Ambassade d'Iran à Paris

Mr Sattar AHMADI
Premier Secrétaire et Conseiller juridique

Organisation maritime et portuaire

Mr Akbar ROSTAMI
Chef du département Sécurité de la navigation

Mr Ali SHEFAEE HERIS
Chef du department Agences maritimes internationales spécialisées

Mrs Mandana MANSOORIAN
Représentante permanente adjointe de la République Islamique d'Iran auprès de l'OMI

IRLANDE

Commissioners of Irish Lights

Ms Yvonne SHIELDS
Chief Executive

Department of Transport, Tourism and Sport

Mr Brendan RING
Assistant Principal

ITALIE

Direzione Fari e Segnalamenti

Capt Fabio SPATOLA
Commando Logistico della M.M.

Ministère de l'infrastructure et des transports

Cdr Gian Luca MENABENE
R.Adm Piero PELLIZZARI
Direction de la Garde côtière italienne et de la surveillance du trafic maritime

JAPON

Ambassade du Japon en France

Mr Masato SATO
Premier Secrétaire

Garde côtière japonaise

Cdr Hideki NOGUCHI
Directeur adjoint, Division administration et planification maritimes

Ministère des affaires étrangères, Division des agences spéciales, Bureau Coopération internationale

Mr Yuichiro UOI
Directeur adjoint principal

KENYA

Kenya Ports Authority

Capt Dave MULI
Head Maritime Safety

Capt Patrick ODONGO
Principal Marine Officer

MALAISIE

International Affairs

Ms Ainaa Lutfiah MOHAMED ZULKALI
Federal Counsel

Marine Department of Malaysia

Dato Abdul Hamid BAHARIN
Director General

Ministry of Foreign Affairs

Haznah MD HASHIM
Deputy Director General

Ministry of Transport, Maritime Division

Dato Abdullah Yusuff BASIRON
Undersecretary

MALTE

Malta Maritime Authority

Capt David BUGEJA
Chief Officer & Harbour Master

MAROC

Ministère de l'Équipement, Transport et Logistique

Ms Nisrine IOUZZI
Chef de la Division Règlementation et Domaine Public Maritime

MEXIQUE

Ambassade du Mexique en France

H.E Juan Manuel GOMEZ ROBLEDO
Ambassadeur

Mr Edgar CUBERO GÓMEZ
Conseiller aux Affaires multilatérales et aux Droits de l'Homme

Mr Juan Jose PADILLA OLMOS
Attaché naval du Mexique en France

NORVEGE

Ministère des affaires étrangères

Mr Oyvind HERNES
Directeur adjoint, Ministère des Affaires étrangères

Administration côtière norvégienne

Mr Henning Osnes TEIGENE
Conseiller juridique principal

Mrs Kirsti SLOTSVIK
Directrice générale

Ambassade de Norvège en France

Mr Rolf Einar FIFE
Ambassadeur

Ministère royal norvégien des transports et des communications

Mr Petter MEIER
Directeur général adjoint (chef de délégation)

Mrs Bente MICHAELSEN
Conseillère principale

ORGANISATION HYDROGRAPHIQUE INTERNATIONALE (OHI)

Capt Robert WARD
Secrétaire général

ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE (OMI)

Inonge Kwenda MWEENE
Dépositaire et Conseiller juridique

Mr Ashok MAHAPATRA
Directeur, Division de la sécurité maritime

Mr Kitack LIM
Secrétaire général

Ms Nicole TAILLEFER
Représentation permanente de la France auprès de l'OMI

ORGANISATION MARITIME POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Colonel Mariko MAMADOU
Directeur technique

PANAMA

Panama Maritime Authority

Mr Antonio TEJADA
Lawyer

Ms Flor PITY
Chief, Operations Department

PAYS BAS

Ministère des Affaires étrangères des Pays Bas

Mr Peter POST
Conseiller principal

Ministère de l'infrastructure et de l'environnement des Pays Bas

Mr Pieter PAAP
Affaires AISM/Conseiller principal

PEROU

Direction de l'hydrographie et de la navigation de la Marine péruvienne

Mr Gerardo GERVASSI
Attaché naval en France

Ambassade du Pérou en France

Ms Ana Lucia CARBAJAL
Deuxième Secrétaire

POLOGNE

Ministère de l'économie maritime et de la navigation intérieure

Mrs. Barbara MICHALCZEWSKA-MACKIEWICZ
Assistante

Mrs. Marta GRABOWSKA
Chef de la sécurité de la navigation et de l'unité de sûreté des ports

Urząd Morski w Gdyni

Mr. Marek LEDOCHOWSKI
Directeur de la navigation

PORTUGAL

Direção de Faróis

Mr José CARDOSO
Directeur

Mr Tiago BENAVENTE
Conseiller juridique

REPUBLIQUE DU CONGO

Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Congolais de l'Etranger

M Brice Nazaire ELLENGA HIBARA
Collaborateur du Ministre

M Delphin EMBONDZA
Ambassadeur itinérant

REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale

Mr Ali Mirah CHEHEM DAOUD
Directeur des Affaires Maritimes

REPUBLIQUE DE GUINEE

Agence de Navigation Maritime

Mr Alpha BALDE
Chef de la Division des Phares et Balises

Mr Cecé Urbain LAMAH
Directeur Général

REPUBLIQUE DE COREE

Ministère des affaires étrangères

Jiung PARK
Avocat, service public

Juhee HAN
Troisième Secrétaire

Mr Soohwa JUNG
Avocat public, Division des affaires économiques et juridiques

Mr Byungjun KIM
Directeur

Ministère des océans et des pêches (MOF)

Mr Yonghun CHO
Directeur assistant

Ms Youngshin KIM
Directrice de la division Aides à la navigation

REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Administration chinoise de sécurité maritime

Mr Xianghua CHEN
Directeur assistant

Mr. Liang YANG
Personnel principal

Ms. Yilin WANG
Consultante juridique

Ministère des affaires étrangères

Mr Cheng HUANG
Attaché

Ministère des transports

Mr Xingxing WANG
Directeur assistant

ROUMANIE

Direction hydrographique maritime

Mr Gheorghe BUJOR
Chef de la division Signalisation maritime

Mr Mihaela ZAHARIA
Chef de la section des relations internationales

Ministère des affaires étrangères

M Mirela PASCARU
Directeur adjoint, département Droit national et Union européenne

ROYAUME UNI

Department for Transport

Mr Chris ANGELL
Head of Maritime Safety Policy

Northern Lighthouse Board

Commodore Mike BULLOCK
Chief Executive

SENEGAL

Agence de Navigation Maritime, Ministère des Transports

Mrs Tiofane NDIAYE
Directrice de la sécurité maritime et de la prévention de la pollution marine à l'ANAM

Port Autonome de Dakar

Mr Ousseynou NDIAYE
Directeur des Phares et Balises

SINGAPOUR

Maritime and Port Authority of Singapore

Mr Muhammad SEGAR
Assistant Chief Executive (Operations)

Ms Angela PNG
Director (International)

Ms Candice NG
Manager (International)

SULTANATE D'OMAN

Ministère des Affaires Etrangères

M le Ministre Mohamed bin Abdlla AL BALOUCHI
Vice-président du Bureau du Plateau Continental et des Affaires Maritimes

Son Excellence Said Bin Saif AL HARTHI
Sous-secrétaire du Ministère des Transports et des Communications pour les Ports

SUEDE

Administration maritime suédoise

Mr Ove ERIKSSON
Directeur

Ministère suédois de l'entrepreneuriat et de l'innovation

Mr Niklas DA SILVA
Administrateur

TUNISIE

Ministère des Affaires Etrangères

Mr Kamel BEN HASSINE
Directeur des Affaires Juridiques

Service des Phares et Balises

Cdr Ezzeddine LABIADH
Commandant, Service des phares tunisien

TURQUIE

Direction générale de la sécurité côtière

Mr Levent KALFA
Chef du département Services de trafic maritime et pilotage

Ministère des affaires étrangères de la République de Turquie

Mr Murat SUMER
Diplomate / Chef de section au département Maritime

UKRAINE

Ambassade d'Ukraine en France

Mr Maksym KONONENKO
Directeur adjoint du Département

Mr Oleh SHAMSUR
Ambassadeur

Mr Oleksandr KOMPANIETS
Premier Secrétaire

Service hydrographique d'Etat d'Ukraine

Mr Dmytro PADAKIN
Chef intérimaire du Service hydrographique d'Etat d'Ukraine

Mrs Alla MIAGKOVA
Chef des relations international

VENEZUELA

Ambassade du Venezuela

Mr Alfonso D'SANTIAGO
Ambassadeur

Mrs Xiomara SANOJA



10, rue des Gaudines - 78100 Saint Germain en Laye, France
Tél. +33 (0)1 34 51 70 01- Fax +33 (0)1 34 51 82 05 - contact@iala-aism.org
www.iala-aism.org

International Association of Marine Aids to Navigation and Lighthouse Authorities
Association Internationale de Signalisation Maritime